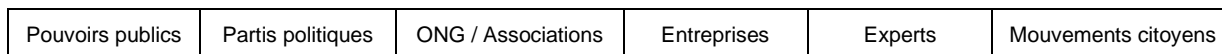


Question : Quelle action publique pour l'environnement ?

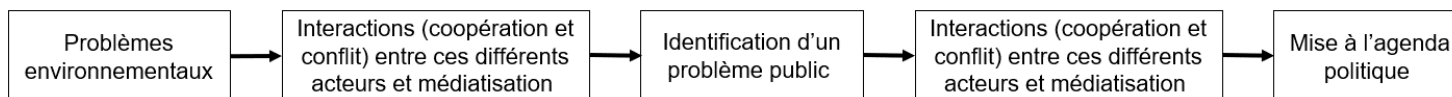
Objectif d'apprentissage 1 – Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, mouvements citoyens) qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit.

Être capable d'expliquer qu'une pluralité d'acteurs intervient, par le conflit mais aussi par la coopération, dans le processus de mise à l'agenda politique des questions environnementales.

‡ Une pluralité d'acteurs :



‡ Le processus de construction d'un problème public et sa mise à l'agenda politique passe par différentes étapes :



‡ Les questions environnementales deviennent un problème public dès lors qu'elles sont objet de débat dans l'espace public et que les acteurs demandent une réponse politique. Les questions environnementales sont mises à l'agenda lorsque les pouvoirs publics s'en saisissent et recherchent des solutions (projet/proposition de loi, réglementation...).

‡ Relations de conflits : des rapports de force très médiatisés autour d'intérêts divergents de différents acteurs favorisent la mobilisation de l'opinion publique puis la mise à l'agenda politique.

‡ La coopération entre acteurs est essentielle pour influencer l'action politique.

‡ Les relations (conflit et/ou coopération) prennent des formes variées, par exemple : appel à des experts, lobbying, participation de militants environnementaux à des partis ou à des gouvernements, organisation de conventions citoyennes (État / citoyens), procédure judiciaire, médiatisation par les réseaux sociaux, organisation d'événements spectaculaires...

Illustrations

- ‡ 1972 : Rapport Meadows *Les Limites à la croissance*
- ‡ 1984 : création du **parti politique** « Les Verts »
- ‡ 1988 : Création du GIEC : Groupe d'**experts** intergouvernemental sur l'évolution du climat
- ‡ 2007 : Coopération de différents acteurs au Grenelle de l'environnement
- ‡ **Mouvements citoyens** : Marche pour le climat (depuis 2014)
- ‡ Convention citoyenne pour le Climat (constituée en 2019)
- ‡ Le lobbying d'**entreprises** et de syndicats agricoles conduit au report de l'interdiction du glyphosate
- ‡ L'Affaire du siècle (initiée en 2018) : plainte d'ONG et d'associations contre le gouvernement pour inaction climatique
- ‡ Condamnation par **les pouvoirs publics** (CNIL) d'une entreprise (MONSANTO) pour fichage de personnalités selon leur prise de position sur le glyphosate (2021)
- ‡ **ONG** global Footprint Network (ONG à l'origine de l'indicateur de l'empreinte écologique)

Exemples de sujets de bac

Dissertation : Comment la préservation de l'environnement est-elle devenue un problème public ?

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide de deux exemples, vous montrerez que les acteurs impliqués dans les questions environnementales entretiennent des relations de coopération et de conflit.

Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

- Mise à l'agenda politique
- Problème public
- Coopération / conflit

Objectif d'apprentissage 2 – Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne, mondiale)

Être capable d'expliquer que l'action publique ne se limite pas à un unique échelon (local, national, européen, mondial)

‡ Une question environnementale implique une action publique à différents niveaux. Chaque niveau a une ou des compétence(s) pour répondre au problème.

‡ Les questions environnementales étant diverses, il est nécessaire de trouver l'échelon le plus pertinent pour traiter chacune d'entre elles. Par exemple :

Échelon local	Échelon national	Échelon européen	Échelon mondial
Communes, départements, régions	Gouvernements, États	Commission européenne	Accords internationaux
Traitement des dépôts « sauvages » d'ordures.	Fixer des normes de construction pour l'isolation des bâtiments	Fixer les quotas de pêche dans les espaces maritimes européens	Interdire la pêche à la baleine dans les eaux internationales

‡ Une même question environnementale peut exiger la combinaison d'actions publiques à différents niveaux. Par exemple l'enjeu climatique suppose que des décisions soient prises à différentes échelles :

Échelon local	Échelon national	Échelon européen	Échelon mondial
Plan de mobilités douces des communes	Taxe carbone sur les carburants	Marché des quotas d'émission	Accord de Paris lors de la COP 21 (2015)

Illustrations

- ‡ 1997 : Protocole de Kyoto
Objectif de baisse des émissions de CO2 de chaque État de 5,2 % en 2010 par rapport aux émissions de 1990. Il en découle la création du marché de quotas d'émissions au niveau européen
- ‡ 2022 : COP 27 le bilan mondial prévu tous les 5 ans par l'accord de Paris doit permettre de faire collectivement le point sur l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris
- ‡ 2022 : subvention municipale pour acheter un vélo, bus publics électriques

Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

- Action publique

Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que la préservation de l'environnement implique une diversité d'acteurs à différentes échelles.

Objectif d'apprentissage 3 – En prenant l'exemple de la politique climatique, connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marché des quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique. Comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.

Être capable de présenter les principaux instruments pour lutter contre le changement climatique et d'en expliquer les avantages, les inconvénients et les difficultés de mise en œuvre.

- ∴ Face au changement climatique, les pouvoirs publics doivent mener une politique climatique pour limiter les externalités négatives :
Produire / consommer / se déplacer → externalités négatives (émissions de GES) → changement climatique → coûts collectifs
- ∴ Les principaux instruments de politique climatique :

	Réglementation	Marché des quotas d'émissions	Taxation	Subventions à l'innovation verte
Modalités	Contrainte Normes d'interdiction ou de limitation.	Incitation Fixation d'un seuil maximal d'émission, distribution de quotas d'émission aux entreprises qui pourront acheter ou vendre leurs quotas sur un marché en fonction de leurs besoins.	Incitation Impôt pour donner un prix au carbone et internaliser les externalités. Principe du pollueur-payeur.	Incitation Aide financière (impôt négatif) accordée aux biens/entreprises peu polluants.
Avantages	Facilité de mise en œuvre. Probabilité d'atteindre l'objectif maximal si les moyens de contrôle sont efficaces.	Incitation : rémunère les efforts de dépollution par la vente de quotas. Les agents sont libres de choisir de polluer ou non. Les agents ayant un coût de dépollution trop élevé achètent des quotas. Une répercussion sur les prix qui augmente la demande des biens peu polluants. Le carbone a un prix. Objectif de pollution atteint (nombre de quotas attribués).	Le carbone a un prix. Plus de certitudes sur le prix à payer. Souplesse : les agents sont libres de choisir de polluer ou non. / les agents ayant un coût de dépollution trop élevé payent la taxe. Incitation à être le plus vertueux possible. Fournit des recettes fiscales pour subventionner les innovations vertes, génératrices d'externalités positives ou réaliser des investissements publics verts.	Incitation à la transition verte. Génératrice d'externalités positives. Souplesse : les agents ayant un coût de dépollution trop élevé renonce à la subvention.
Limites	Pas d'incitation à faire mieux que l'objectif. Possibilités de difficultés d'adaptation pour les agents.	Le marché ne prend en compte que 50% des GES de l'UE. Spéculation => incertitudes sur le prix. Trop de quotas alloués => prix de la tonne trop bas => inefficacité. Possibilité d'acheter des crédits de compensation au lieu de quotas.	Difficultés à définir le bon niveau de taxe. Répartition équitable des coûts. Difficultés d'adaptation pour les agents. Problème de compétitivité pour les entreprises soumises à la concurrence internationale. Résistances sociales/acceptabilité de la taxe.	Difficultés à définir le bon niveau de subvention. Csqcs sur les finances publiques si mal calibrées. Difficultés d'évaluation de l'efficacité.

Être capable d'expliquer que la mise en œuvre de ces instruments peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique

- ∴ Des lobbys peuvent chercher à faire pression sur les dirigeants pour orienter leurs décisions dans leurs propres intérêts
- ∴ Risque de fraudes
- ∴ Problème d'acceptabilité des mesures
- ∴ Des politiques publiques peuvent être en contradiction avec les objectifs de la politique climatique (exemple : politique du tourisme, de l'emploi, de croissance)

Être capable de montrer qu'il est difficile d'agir pour le climat de par sa nature de bien commun

- ∴ Un bien commun est accessible à tous mais ne bénéficie pas d'un projet collectif de préservation.

Illustrations

- ∴ **Subventions à l'innovation verte :**
- ∴ 2016 : Création de Chronotruck (plateforme de mise en relation clients/transporteurs, pour éviter que les camions ne roulent à vide) subventionnée par BPI France
- ∴ **Taxes environnementales :**
- ∴ 2010 : Écoparticipation sur la consommation de produits électroménagers et pneus.
- ∴ 2014 : Taxe carbone, 7 euros la tonne de CO₂, puis augmentation (d'abord contenue puis substantielle déclenchant le mouvement des Gilets jaunes). Finalement annulée et laissée au choix des Régions.
- ∴ **Réglementations :**
- ∴ 2017 Circulation différenciée dans les grandes villes, vignette « Crit'Air »
- ∴ Norme d'émissions maximales des moteurs thermiques
- ∴ **Marché des quotas d'émission :**
- ∴ Mars 2022 : 80 € la tonne sur le marché des quotas européens
- ∴ 2021 : Pacte Vert pour le Climat (UE) avec réduction d'émission de gaz à effet de serre de 55% (par rapport au niveau observé en 1990) d'ici 2030 et objectif une neutralité carbone en 2050.
- ∴ 2021 : Création du système national de quotas d'émissions en Chine.

Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

- Externalités négatives
- Réglementation
- Marché de quotas d'émission
- Taxation
- Subvention à l'innovation verte
- Bien commun
- Passager clandestin

Exemples de sujets de bac

- Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un exemple, vous montrerez en quoi les stratégies de passager clandestin peuvent contraindre la mise en place d'accords environnementaux à l'échelle internationale.
- Épreuve composée, partie 1 : Comment un marché de quotas d'émission peut-il permettre aux pouvoirs publics de faire face aux externalités négatives sur l'environnement ?
- Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement.